



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

REÇU LE

12 DEC. 2014

Direction départementale des territoires et de la mer  
Service eau, nature et biodiversité  
Unité coordination administrative ICPE et loi sur l'eau

DREAL  
Unité Territoriale du Morbihan

**ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES du 03 décembre 2014**

**portant modification des conditions de remise en état de la  
carrière de «Kerpellec » à ELVEN  
SA CARRIERES RAULET**

Le préfet du Morbihan  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code Minier,
- VU** le Code de l'Environnement partie réglementaire et législative,
- VU** la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive,
- VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU** le décret n° 2002-89 du 19 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, modifié par l'arrêté du 5 mai 2010 pour la prise en compte des dispositions de la directive européenne concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive,
- VU** le schéma départemental des carrières du Morbihan approuvé le 12 décembre 2003,
- VU** l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2014 accordant délégation de signature à M. Jean-Marc Galland, Secrétaire général de la préfecture du Morbihan,
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2000 autorisant l'exploitation de la carrière de Kerpellec par la société SA CARRIERES RAULET, sur la commune d'Elven,
- VU** la demande présentée le 28 juillet 2014 par la SA CARRIERES RAULET sollicitant une modification des conditions de remise en état de la carrière de « Kerpellec »,
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 17 septembre 2014,
- VU** l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - Formation spécialisée Carrières, en sa séance du 27 novembre 2014,
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 27 novembre 2014,
- VU** la réponse du demandeur par courriel du 28 novembre 2014,

**CONSIDERANT** que la modification des conditions de remise en état n'influe pas sur la durée de l'autorisation accordée à la carrière,

**CONSIDERANT** que la modification des conditions de remise en état permet de sécuriser le site par comblement d'une excavation,

**CONSIDERANT** que la modification des conditions de remise en état n'est pas de nature à entraîner des inconvénients supplémentaires,

**CONSIDERANT** que le maire de la commune et le propriétaire des terrains ont donné leur accord sur les modifications de remise en état,

**CONSIDERANT** les engagements pris par la SA CARRIERES RAULET au travers de leur demande,

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Morbihan,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

**L'article 7-1 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2000 est remplacé comme suit :**

La remise en état du site doit être conforme aux plans ci-annexés.

Elle consiste en un réaménagement progressif au cours des différentes phases d'exploitation :

- Ouest en Est purgeage, talutage des fronts à 80°, plantation d'espèces arborées et arbustives sur les banquettes intermédiaires séparant deux fronts, régalage de la terre végétale en fond de fouille et ensemencement ;
- remblaiement en matériaux inertes de la partie Est - Sud-Est et reboisement ;
- création de banquettes intermédiaires avec des matériaux inertes sur les fronts Sud de l'exploitation ;
- conservation de la haie arborée plantée en bordure Nord de la parcelle 672 ;
- démontage des diverses installations, aménagement paysager de l'entrée du site.

Les matériaux listés ci-après sont autorisés sur le site :

CHAPITRE DE LA LISTE DES DECHETS (décret n° 2002-540)	CODE (décret n° 2002-540)	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Bétons	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
17 Déchets de construction et de démolition	17 01 02	Briques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
17 Déchets de construction et de démolition	17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
17 Déchets de construction et de démolition	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
17 Déchets de construction et de démolition	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe. A l'exclusion des terres et pierres provenant de sites contaminés
17 Déchets de construction et de démolition	17 02 02	Verres	
20 Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs ; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Les déchets bitumineux, les terres et pierres provenant de sites contaminés et les ballasts contenant des substances dangereuses ne sont pas admis sur la carrière.

Les apports extérieurs seront accompagnés d'un bordereau de suivi qui indiquera leur provenance, leurs quantités, leurs caractéristiques et qui attestera la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel seront répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux seront déchargés sur une aire spécialement prévue à cet effet évoluant en fonction de l'avancée du remblayage.

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

Il ne doit pas nuire à la qualité du sol compte tenu du contexte géochimique local ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'apport de matériaux inertes est limité à 150 000 tonnes.

## **ARTICLE 2**

Le bénéficiaire de l'autorisation devra constituer une garantie financière sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cette garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation, une remise en état du site visant une insertion satisfaisante de la carrière dans son environnement.

Elles ont été calculées par période quinquennale selon l'arrêté du 24 décembre 2009.

Le montant de la garantie financière est fixé à :

Période	Montant des garanties financières non indexées	Montant des garanties financières actualisées Indice TP01 juil2014 700,4
de la date de signature de l'arrêté au 30/4/2019	181 245 euros	206 599 euros
du 01/5/2019 au 26/5/2023	207 347 euros	236 352 euros

## **Constitution**

Le bénéficiaire de l'autorisation devra adresser au Préfet le document attestant la constitution de la garantie financière.

Ce document (acte de cautionnement solidaire) devra être conforme au modèle d'attestation fixé par arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

## **Actualisation**

Les montants des garanties visés ci-dessus seront actualisés, à l'initiative de l'exploitant et sous sa responsabilité, dans les conditions suivantes :

- Le montant correspondant à chaque période sera actualisé à son issue selon l'évolution de l'indice TP01. Si cet indice subit une augmentation supérieure à 15 % au cours de l'une de ces périodes, le montant correspondant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant cette augmentation.
- Les montants des garanties financières indiqués ci-dessus pourront, le cas échéant, être révisés à la baisse s'il s'avère que le coût de la remise en état, compte tenu d'une quantité extraite de matériaux inférieure à celle autorisée, est inférieur à au moins 25 % du montant initialement retenu. Toutes justifications devront avoir été fournies par l'exploitant au moins 6 mois avant le terme de l'une des périodes quinquennales susvisées.

- À contrario, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation sensible du coût de remise en état du site devra, en parallèle à une information préalable de l'inspecteur des installations classées et sans attendre ici le terme de la période quinquennale en cours, être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières adaptées.

#### Renouvellement

L'attestation de renouvellement de ces garanties financières, actualisées, sera transmise de la même façon au moins six mois avant leur échéance.

#### Sanction

Indépendamment des procédures pénales qui pourront être engagées, le défaut de garanties financières, constaté après mise en demeure, entraînera la suspension de l'autorisation d'exploitation.

#### Appel aux garanties

- Il sera fait appel aux garanties financières :
  - soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état,
  - soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme à l'arrêté d'autorisation.

#### Levée de la garantie financière

L'obligation de disposer d'une garantie financière ne pourra être levée que par arrêté préfectoral, après constat par l'inspecteur des installations classées de la conformité de la remise en état aux prescriptions de l'autorisation d'exploiter et du respect des procédures réglementaires de cessation d'activité.

#### **ARTICLE 3**

L'ensemble des autres prescriptions de l'arrêté précité reste applicable pour ce qui concerne l'exploitation de la carrière de «Kerpellec» par la SA CARRIERES RAULET.

#### **ARTICLE 4**

En aucun cas ni aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

#### **ARTICLE 5 - Délai et voies de recours**

Le présent arrêté ne vaut pas permis de construire. Il est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Rennes) :

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes concernées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

#### **ARTICLE 6 - Publicité et affichage**

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions imposées et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie d'ELVEN et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les soins du maire de la commune précitée et adressé au préfet du Morbihan (Direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan).

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du préfet (direction départementale des territoires et de la mer) et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tous les départements concernés par l'exploitation.

Le présent arrêté sera également publié sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan.

#### **ARTICLE 7**

Copie du présent arrêté sera remis à M. le directeur de la société SA CARRIERES RAULET qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

#### **ARTICLE 8 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, le maire d'Elven, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Copie du présent arrêté sera adressée à :**

- M. le maire d'Elven
- M. le directeur de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement -  
Unité territoriale du Morbihan - 34 rue Jean Le Grand - 56100 Lorient
- M. le directeur de la société SA CARRIERES RAULET - Kerpellec - BP 3 - 56250 Elven

Vannes, le 03 décembre 2014

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général



Jean-Marc Galland

